



**Réseau des Défenseurs
des Droits Humains
en Afrique Centrale**

Email: redhac.executifddhafricentrale@gmail.com
Téléphones: [\(+237\)233 42 64 04](tel:+237233426404) / [697618195/696 08 02 73](tel:+237618195696080273)
Télécopie: [\(+237\)233 42 64 04](tel:+237233426404)
SiteWeb: www.redhac.info
Facebook: [RedhacRedhac](https://www.facebook.com/RedhacRedhac)
Twitter: [@RedhacRedhac](https://twitter.com/RedhacRedhac)

Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale - Central Africa human rights defenders network - Réseau des Défenseurs des Droits humains en Afrique Centrale - Central Africa humanrights defenders network - Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique Centrale - Central Africa - human rights defenders network - Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale

RAPPORT D'ACTIVITES 2020-2021

REDHAC

**Cameroun-Région du Littoral-Ville de Douala –sis 17 Rue 1108 Bali derrière la station service Total NJO-NJO -1^e Villa Portail Marron
N° de récépissé : 6321/2010/RDDA/C19/BAPP
Statut d'Observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples(CADHP)
Membre de la Coalition pour une Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples efficace
B.P. 2863 Douala-Cameroun**



Introduction

Le 18 novembre 2019 l'Assemblée Générale a adopté le rapport d'activités du REDHAC sur trois (ans) 2014-2018, avec la décision A du Conseil d'Administration qui donne Quitus à la Directrice Exécutive « *pour la mise en œuvre du plan d'action 2014-2018 et pour la gestion rigoureuse des fonds du REDHAC* ». Une des recommandations phares qui a été donnée au Secrétariat Permanent était de présenter tous les 2 ans un rapport d'activités au Conseil d'Administration. Le rapport suivant fait l'objet de cette recommandation.

Le présent rapport d'activités de 2 ans (2020-2021) retrace les activités menées par le REDHAC suivant son plan d'action stratégique et les objectifs qu'il s'est assigné lors de la dernière Assemblée Générale. Ce rapport d'activités s'articule sur les 4 axes de travail du REDHAC ci-dessous ainsi que sur les ressources diverses, les activités liées au siège, la collaboration avec les acteurs étatiques et non étatiques, les défis et les recommandations.

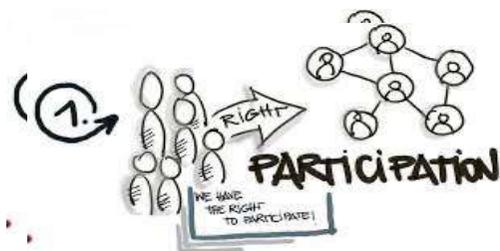
AXES PRINCIPAUX DU TRAVAIL DU REDHAC



Protection légale et
sécurité des DDH- legal
Protection and Security
Management HRDs



Renforcement des
Capacités des
défenseurs pour leur
travail efficace. The
Capacity Building of
HRDs to work effective



Plaidoyer pour un espace pour
la société civile-
documentation - Recherche et
Communication
Advocacy for civil society space
-Research & Communications



Médiation,
Prévention- paix et
réconciliation
nationale

SOMMAIRE

I- RESSOURCES DIVERSES

- I.1- Ressources Humaines
- I.2- Matériel et sécurité
- I.3- Partenaires

II- PROMOTION DES DROITS HUMAINS

- II.1. La documentation et le reporting des cas de violations des Droits Humains avant, pendant et après les élections présidentielles :
 - République du Congo
 - République Centrafricaine

III- PROMOTION ET PROTECTION DES DÉFENSEUR(E)S DES DROITS HUMAINS:

III-1. Évaluation des instruments onusiens et africains relatifs aux libertés fondamentales et à la protection des Défenseurs -

- III-2. Protection légale -contextualisation pays du Projet de loi type du REDHAC portant « *Promotion et Protection des Défenseur(e)s des Droits Humains en Afrique Centrale* »
 - RDC
 - RCA
 - CAMEROUN

III-3. Soutien multiforme aux Défenseur(e)s des Droits Humains et à leurs proches : .

III-4. Saisine des Mécanismes de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et des Nations Unies pour la protection des Défenseurs

III-5. Renforcement des Capacités des jeunes filles, Femmes Défenseuses des Droits Humains, journalistes et d'autres Défenseurs des Droits Humains Vulnérables (DDHV)

III-5.1. Production du Manuel Spécifique de protection physique, sécurité des données et en ligne des jeunes filles et Femmes Défenseuses et duplication du manuel général sur la protection et la sécurité des Défenseur(e)s des Droits Humains en Afrique Centrale

III-5.2. Formation à travers les manuels de protection

IV- MEDIATION, PREVENTION ET RESOLUTION DES CONFLITS, PAIX ET RÉCONCILIATION NATIONALE :

IV-1. Formation en médiation pour la prévention, la résolution des conflits et la paix

IV-2. Organisation des Dialogues Inter Communautaires pour la Paix et la Réconciliation Nationale

IV-3. Mise en Place des Clubs de Paix

IV-4. Réflexion pour l'élaboration d'un mémorandum pour la paix et la réconciliation nationale comme outil de plaidoyer pour la mise en place effective des Commissions, Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) en Afrique Centrale

V- LE PLAIDOYER AU NIVEAU NATIONAL, RÉGIONAL ET INTERNATIONAL

V-1. Au niveau national

V-2. Au niveau régional

V-3. Au niveau international

VI-MISE EN ŒUVRE DES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU REDHAC DE 2019

VI-1. Mise en Place des Coalitions Pays

VI-2. Étude de faisabilité pour la construction du Centre de la Documentation et de Recherche sur les Droits Humains et les Défenseurs des Droits Humains, le mécanisme d'Alerte Précoce pour la prévention, la résolution des conflits, la paix et la réconciliation nationale,

VII- ACTIVITES INTERNES ET EXTERNES

I- RESSOURCES DIVERSES

1.1 Ressources Humaines	1.2 Matériel et sécurité	1.3. Partenaires
<p>6 bénévoles employé(e)s</p> <p>plus de 100 volontaires-experts-bénévoles ;</p> <p>plus de 500 membres dans les 8 pays,</p> <p>4 stagiaires, une a été admise à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) -Cameroun -Yaounde et majeure de ta promotion en 2021</p>	<p>De 2020 à 2021 le REDHAC s'est renforcé par l'acquisition</p> <ul style="list-style-type: none"> - Du matériel informatique - Du matériel - d'un système de sécurité afin de pallier aux multiples cambriolages et incendies de nos bureaux. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. National Endowment for Democracy (NED) : « l'espace civique, Les Institutions démocratiques et les Droits Humains dans le contexte de Covid-19 et après en Afrique Centrale » ; 2. Gouvernement Canadien-PSOPS: « <i>l'engagement de la jeune fille et de la femme pour la Paix durable et la Réconciliation nationale en Afrique Centrale : Notre Responsabilité Collective</i> ; 3. BROT-Pain Pour le Monde « <i>Implication stratégique des Femmes Et des Jeunes pour la paix et la réconciliation au Cameroun</i> » 4. ARDF-USA : « <i>Effective physical protection and online security for Youth And Women Hrds, Activists And Journalists In Crisis Zones Cameroon</i> »; 5. Haut Commissariat CANADA -FCIL : « <i>Dialogues Inter Communautaires pour La Paix et la Réconciliation au Cameroun</i> » 6. Ambassade-SWISS : « <i>Grassroots Dialogues for peace and reconciliation</i> »; 7. FRANCE-CDCS: « <i>Projet Intitulé « Approches Inclusives des Jeunes Filles et Femmes pour le Renforcement des Processus de Paix et de Réconciliation Nationale au Cameroun</i> ». <p>Période 2020-2021 :</p> <p>MONTANT DES SUBVENTIONS : 220 567 200 FCFA soit 110 283 600/an pour 7 pays que Couvre le REDHAC</p>

Défis : Insuffisance des moyens financiers pour atteindre les objectifs avant la tenue de la prochaine Assemblée Générale

Recommandations : les membres du Conseil d'Administration doivent mettre en place les actions concrètes de mobilisation des fonds

II- PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS HUMAINS,

Les activités visent à interagir et à partager les bonnes pratiques et à créer des cadres de dialogues avec tous les mécanismes de promotion et protection des droits humains, en y incluant les droits socio-économiques et culturels, les processus électoraux, les libertés fondamentales De 2020 à 2021, le REDHAC a participé aux différentes réunions (les sessions de la Commission Africaine des Droits de l'Homme(CADHP), les Nations Unies (UNOCA), la CEEAC, les partenaires au développement (Banque Mondiale, Union Européenne, Ambassade de France, Ambassade de Suisse, Ambassade d'Allemagne, Ambassade des USA dans les pays que couvre le REDHAC), les autorités administratives, les autorités religieuses, les Institutions Nationales des Droits Humains, le Réseau des Institutions Nationales Africaines des Droits de l'Homme (**RINADH**) sur les thématiques liées aux Droits Humains, aux Défenseurs des Droits Humains, aux Femmes Défenseurs des Droits Humains (FDDH) , aux Défenseurs des Droits Humains Vulnérables (DDHV), et à la prévention, résolution des conflits, paix et réconciliation nationale.

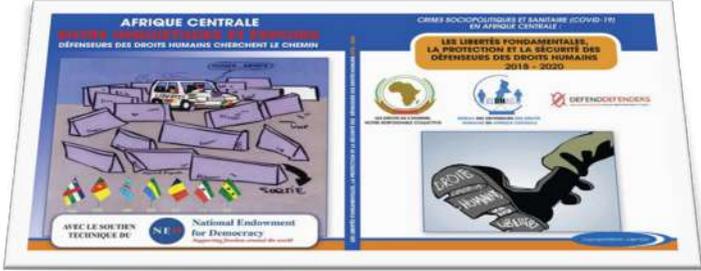
II-1. Processus électoral en République Centrafricaine et en République du Congo :

Documentation et reporting des cas de violations des Droits Humains avant, pendant et après les élections présidentielles et recommandations

mission/partenaire d'appui	Activités/ Formation-Déploiement sur le terrain-Rapport et présentations des résultats et recommandations	Résultats
<p>Surveillance des processus électoraux et protection des DDH</p> <p>Documentation et reporting des cas de violation des Droits Humains avant, pendant et après les élections présidentielles en République Centrafricaine en République du Congo</p>	<p>de 2020 à 2021 3 pays de la sous-région d'Afrique Centrale ont organisé les élections présidentielles à savoir : RCA- 27 Décembre 2020, CONGO -23 Mars 2021 et le TCHAD - 13 avril 2021.</p> <p>3 formations ont été données aux acteurs de la société civile et aux acteurs étatiques et membres des INDH afin de les outiller sur la documentation et le reporting des cas de violations des Droits Humains avant, pendant et après les élections présidentielles, des cas menaces et représailles à l'encontre des défenseurs et sur l'utilisation de l'alerte rapide lors des processus électoraux. Au terme de ces formations, le REDHAC a déployé les formateurs sur le terrain afin d'assurer la surveillance des processus électoraux et collecter les données pour adresser un rapport à toutes les parties prenantes .</p> 	<p>Deux Rapports ont été produits en 50 exemplaires en français en en anglais notamment pour la RCA et le Congo)</p> <p>Ils ont été présentés officiellement respectivement en RCA et au Congo au cours des points de presse devant les acteurs étatiques et non étatiques en charge d'élection et des droits humains en vue de renseigner sur le processus électoral, et aussi émettre les recommandations pour l'amélioration des processus électoraux futurs tant sur le plan structurel, institutionnel, juridique et sur le plan de la promotion et protection des Défenseurs des Droits Humains</p> 

III. PROMOTION ET PROTECTION DES DÉFENSEUR(E)S DES DROITS HUMAINS

L'une des missions essentielles du REDHAC est la promotion et la protection des Défenseur(e)s des Droits Humains en Afrique Centrale et à cet effet, le REDHAC apporte un soutien multiforme aux Défenseurs, 2020-2021, le REDHAC a mis un accent particulier sur la protection légale, la production des manuels simplifiés pour le renforcement des capacités des Jeunes Filles et Femmes Défenseurs, des déplacées internes, afin pour qu'elles soient au centre des processus de paix et de réconciliation nationale dans les pays en crise dans la sous-région. Les journalistes et les Défenseurs des Droits Humains Vulnérables ont été aussi durant cette période au centre de notre stratégie de protection et de plaidoyer

Articulations/Partenaire	Activités	Résultats
<p>III.1. Évaluation des instruments onusiens et africains relatifs aux libertés fondamentales et à la protection des Défenseurs</p> <p>Pays concernés : Les Républiques du : Cameroun, Congo, Démocratique du Congo, Tchad, Centrafricaine, Gabon, Guinéen Équatoriale</p> <p>(NED AFRICANDEFENDERS CADHP</p>	<p>C'est une activité annuelle que le REDHAC fait depuis 2018. C'est une étude dont l'objectif principal est d'évaluer les tendances aux atteintes à des libertés fondamentales et les menaces des états membres des Nations Unies et signataires de la Charte mais aussi de tous les autres auteurs de violations des droits humains tels que les groupes armés, les multinationales, etc..., ceci conformément aux dispositions du Pacte International Relatif aux droits Civils, à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, à la Déclaration des Nations Unies sur les Défenseurs, aux Lignes directrices sur la liberté d'association et réunion en Afrique.</p> <p>Enfin cette étude est présentée au cours d'un panel non seulement pour renseigner de la situation mais aussi pour demander à la Commission de recommander aux Etats de lutter efficacement contre l'impunité, d'améliorer l'espace civique et de protéger davantage les Défenseurs. Un accent est souvent mis sur le Femmes Défenseurs des Droits Humains.</p>	<p>Depuis le COVID-19, le Secrétariat permanent s'est contenté de la présentation de cette étude de 2 sessions webinaire a la CADHP 66th Ordinary Session July 13 to August 07 , 2020</p> <p>69th Ordinary Session: november 15 to december 05 , 2021 Lors de la prochaine session en présentiel, elle sera mise à jour et éditée en français et en anglais et présentée par un panel.</p> 

Articulations/partenaires	Activités	Résultats
<p>III-2. Protection légale Contextualisation pays du Projet de loi type du REDHAC portant <i>« promotion et protection des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale »</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - République Centrafricaine, - République du Cameroun - République Démocratique du Congo <p>(NED, OIF, NATIONS UNIES, CADHP)</p>	<p>République Centrafricaine : La loi a été contextualisée lors d'une consultation regroupant les membres de La société civile, les acteurs étatiques et non étatiques, la CNDH, Une mission conjointe de la CADHP et des Nations Unies a séjourné en RCA. Elle était composée de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pr. Remy Ngoy Lumbu, Commissaire à la CADHP, Rapporteur Spécial sur les Défenseurs des Droits Humains en Afrique et point focal sur les représailles, - M. Michel FORST, Rapporteur Spécial à l'époque des Défenseurs des Droits de l'Homme des Nation Unies ; <p>Maximilienne Ngo MBE, Directrice Exécutive du REDHAC</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une représentante de l'Organisation Internationale de la Francophonie -les membres du REDHAC en l'occurrence Me Bruno Gbiegba, avocat au barreau de la RCA et membre de la commission des lois à cette époque. <p>Les Ministres - Justice, - Relations Extérieures-MINUSCA- partenaires au développement - Sénat Parlement ont été rencontrés)</p> <p>Cameroun : la loi type a été contextualisée au cours d'une consultation regroupant le Minjustice, les forces de maintien de l'ordre, les avocats, les sénateurs, les juristes, les universitaires, les autorités traditionnelles, la CDH, les organisations de la société civile. Sous la supervision du Sénateur Pierre Flambeau NGAYAP, Co-président du Conseil d'Administration du REDHAC, le 23 mars 2020 à, Douala</p>	<p>RCA : Le projet de loi a été déposée auprès du président des commissions, elle a été portée par 2 députés. Le plaidoyer continue par les membres du Conseil d'Administration du REDHAC en RCA (Mme Bruno Gbiegba , 2^e Vice président et Me Lucie Baolo 1^e Secrétaire rapporteure.</p> <p>CAMEROUN : Depuis le 03 novembre 2021, Le Sénateur Pierre Flambeau NGAYAP qui a accepté de porter cette loi l'a déposée au bureau du Président du Sénat. Le plaidoyer continue pour son adoption.</p>

	<p>République Démocratique du Congo : Le projet de loi a été analysée par une partie de la société civile, la Commission des Droits de l'Homme qui a revu certaines dispositions du projet de loi, Pr. Remy Ngoy Lumbu, Commissaire à la CADHP, Rapporteur Spécial sur les Défenseurs des Droits Humains en Afrique et point focal sur les représailles en collaboration avec l'Honorable Jean Paul LUBUMA, député à l'Assemblée nationale de la RDC ont apporté des remarques pertinentes pour la protection efficace des Défenseurs des Droits Humains</p>	<p>RDC : L'Honorable Jean Paul LUBUMA a porté le projet et le plaidoyer continue pour que le projet soit devant le bureau de l'Assemblée Nationale,</p>
Missions/partenaires d'appui	Activités	Résultats
<p>III-3. Soutien multiforme</p> <p>(NED, Autres partenaires ponctuels pour les fonds d'urgence (FIDH, OMCT, Action Funds, FrontLine....</p>	<p>2020-2021 le REDHAC a soutenu les Défenseur(e)s et ou leurs proches à travers nos programmes suivants</p> <p>Assistance juridique et judiciaire- Relocalisation temporaire - Assistance médicale - Soutien psychologique - Sécurité des bureaux - Activités génératrices de revenus.</p>	<p>250 demandes de soutien des DDH</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 soutiens directs - 100 envoyés chez les partenaires - 50 non soutenus - 20 toujours en étude - 30 détectés comme inéligibles <p>N.B. : Les Femmes Défenseurs des Droits Humains (FDDH) et les Défenseurs des Droits Humains Vulnérables (DDHV) constituent le grand et la plupart viennent du Cameroun</p>
<p>III-4. Saisine des mécanismes de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et des Nations</p>	<p>Cette activité consiste à saisir par écrit les Rapporteurs spéciaux sur la situation des Défenseurs des Droits Humains en Afrique et des Nations Unies et d'autres mécanismes lorsqu'un(e) défenseur(e) est à risque. Ainsi</p> <p>Pour 2020-2021 : 10 cas ont fait l'objet de saisine auprès de ces mécanismes (Cameroun 3 fois) – Gabon -RDC – Tchad</p>	<p>5 libérations, 1 décès en prison, 2 qui ont bénéficié de la protection des autorités administratives, 2 sont partis en exil</p>
<p>III-5. Renforcement des Capacités des jeunes filles, Femmes Défenseurs des Droits Humains, journalistes et d'autres Défenseurs des Droits Humains Vulnérables (DDHV)</p>		

Missions/partenaires d'appui	Activités	Résultats
<p>III-5.i.: Protection physique, des données et en ligne des Défenseurs des Droits Humains, en particulier les jeunes filles et les Femmes Défenseuses des Droits Humains (FDDH)-production des manuels de protection</p> <p>(Afrique Centrale : notamment la République Centrafricaine et le Cameroun</p> <p>Gouvernement Canadien par le programme PSOPS Ambassade France par le programme CDCs</p>	<p>Afin de répondre aux défis liés aux Femmes Défenseuses et jeunes filles qui œuvrent pour la paix durable et la réconciliation nationale, le REDHAC a organisé une consultation des acteurs étatiques et non étatiques pour collecter leurs contributions en vue d'élaborer un manuel de protection physique, sécurité des données et en ligne a été spécifique aux jeunes filles et Femmes Défenseuses des Droits Humains qui servira en tant qu'outil de formations pour ces cibles. Cette consultation et l'élaboration de ce manuel ont été menées sous la coordination du Sénateur Pierre Flambeau NGAYAP avec la mise en place d'un comité de rédaction d'experts bénévoles.</p>	<p>1 manuel de protection physique, sécurité des données et en ligne spécifique aux jeunes filles et Femmes Défenseuses des Droits Humains et produit en anglais et en français ; intitulé « <i>Protéger les jeunes et les Femmes Défenseuses des Droits Humains c'est garantir une paix durable en Afrique Centrale</i> »</p> <p>1 autre manuel sur la protection et la sécurité des Défenseur(e) des droits Humains du REDHAC a été mis à jour et édité en français et en anglais, intitulé : « <i>Nous protéger ? c'est sécuriser nos droits !</i> »</p> 
<p>Mission/partenaires d'appui</p>		
<p>III-5.ii: Formation à travers des manuels sur la protection physique, la sécurité numérique et en ligne des Défenseurs des Droits Humain</p> <p>(Afrique Centrale : notamment la République Centrafricaine et le Cameroun</p> <p>Gouvernement Canadien par le programme PSOPS Ambassade France par le programme CDCs</p>	<p>L'activités ici consiste au renforcement des capacités des Défenseurs des Droits Humains, des journalistes en particulier les jeunes filles et Femmes Défenseuses des Droits humains qui travaillent dans les thématiques liées à la prévention et résolution des conflits, la paix et la réconciliation nationale et aussi les doter d'un outil simplifié de protection individuelle ainsi que leurs proches dans l'exercice de leur travail.</p>	<p>Au moins 10 séances de formation ont été organisées</p> <p>CAMEROUN- Nkongsamba, Bertoua, Maroua, Ngaoundéré, Baham, Buea, Limbe, Bamenda</p> <p>REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE- Bangui</p> <p>Au moins 400 Défenseurs, journalistes dont plus de 300 jeunes filles et Femmes Défenseuses des Droits Humains,</p>

DEFIS

1. Manque d'une protection légale (lois spécifiques à la protection des DDH) dans les pays de l'Afrique Centrale
2. Faiblesse d'interaction rapide auprès des mécanismes Onusiens et Africains des droits humains et des Défenseurs

Recommandations

1. Continuer à mener un plaidoyer auprès des autorités administratives, les parlementaires pour l'adoption des lois pour la protection légale des DDH
2. Encourager le Conseil d'Administration à plus de collaboration entre les mécanismes Onusiens et Africains des droits humains et de protection des Défenseurs des Droits Humains ;
3. Encourager les autorités dans les pays de l'Afrique Centrale à créer un cadre de protection spécifique aux jeunes filles, Femmes Défenseuses des droits humains et les déplacées internes surtout celles qui travaillent dans les zones de conflits,

IV- MEDIATION, PREVENTION ET RESOLUTION DES CONFLIT, PAIX ET RÉCONCILIATION NATIONALE:

Formation en médiation pour la prévention, la résolution des conflits et la paix

IV-2. Organisation des Dialogues Inter Communautaires pour la Paix et la Réconciliation Nationale

IV-3. Mise en Place des Clubs de Paix

IV-4. Réflexion pour l'élaboration d'un mémorandum pour la paix et réconciliation nationales comme outil de plaidoyer pour la mise en place effective des Commissions, Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) en Afrique Centrale

En novembre 2019, l'Assemblée Générale a dans son plan d'action 2019-2023 qui avait 3 axes de travail a ajouté un axe sur la prévention et résolution des conflits, paix et la question et sécurité humaine, pour ce faire le secrétariat permanent a élaboré les programmes y relatifs en mettant la jeune fille et la femme au centre de cette thématique, cette rubrique rend compte du travail fait au Cameroun et en RCA.

mission/partenaires d'appui	Activité	Résultat
<p>IV-1. Formation des jeunes en particulier les jeunes filles en médiation et en techniques d'animation dialogues à travers l'utilisation des outils traditionnels en Afrique Centrale</p> <p>PAYS: RCA, CAMEROUN</p> <p>Gouvernement Canadien Global Affairs-PSOPS</p>	<p>A travers notre slogan «<i>Ce qui nous Unit est plus fort que ce qui nous divise</i> », le constat est clair, les outils traditionnels ont montré leur efficacité dans la résolution des conflits communautaires et intercommunautaires dans différentes communautés. Ce modèle communautaire a été Le REDHAC s'est approprié de ce modèle communautaire pour le rendre globale au vue des crises sociopolitiques et conflits qui minent la sous-région notamment le Cameroun et la RCA comme premières cibles. C'est dans ce sens que le REDHAC a organisé la formation pour outiller les jeunes comme pairs éducateurs dans la confection et l'utilisation des outils traditionnels et les techniques d'animation pour qu'elles soient au centre de l'animation des caravanes des dialogues intercommunautaires qui sont une activité principale pour la prévention, la résolution des conflits et la paix durable en Afrique Centrale notamment en RCA et au Cameroun. Cette formation s'est tenue le 27 janvier dans les locaux du REDHAC et a été animée par Gladys Muma Bih</p>	<p>✓ 10 jeunes dont 7 filles ont été formés an tant que pairs éducateurs et sont devenues les ambassadrices de paix du REDHAC et sont les principales animatrices des dialogues intercommunautaires organisés par le REDHAC</p> 

Mission/partenaire d'appui	Activités	Résultats
<p>IV-2. Organisation des Dialogues Intercommunautaires pour la Paix et la Réconciliation en Afrique Centrale :</p> <p>RCA : Bangui CAMEROUN: Douala, Nkongsamba, Bafoussam, Maroua, Bertoua, Ngaoundéré, Buea, Limbé, Baham, Bamenda,</p> <p>Partenaires BRÔT-Pain pour le Monde, CPS Gouvernement Canadien par Global Affairs-PSOPs Gouvernement Français par le Ministère des Affaires Etrangères.</p>	<p>Dans sa mission et conformément à l'axe 4 de son plan stratégique d'action, le REDHAC a organisé des Dialogues Intercommunautaires pour la paix et la réconciliation nationale. C'est une approche inclusive et holistique pour le partage des expériences et de bonnes pratiques, pour une cohésion sociale et dans en vue de créer les conditions adéquates et efficaces et efficientes pour la mise en place de la Commission Vérité Justice et Réconciliation qui pour le REDHAC reste .</p>   	<p>✓ 13 Dialogues Intercommunautaires ont été organisés au Cameroun et 1 en RCA avec une participation de 1000 personnes (800 jeunes filles et femmes, journalistes déplacées internes - 100 autorités traditionnelles et plus de 50 autorités religieuses avec l'accompagnement des autorités administratives par l'octroi des déclarations de tenue de réunion et les interviews chez les gouverneurs du Littoral, Ouest, Extrême Nord, Nord Ouest et Sud Ouest, Est.</p> 

<p>IV-3. Mise en Place des Clubs de Paix Partenaires BRÖT-Pain pour le Monde, CPS Gouvernement Canadien par Global Affairs-PSOPs Gouvernement Français par le Ministère des Affaires Etrangères.</p> 	<p>A la suite des Dialogues Inter communautaires, la nécessité de continuer à contribuer à la dissémination de la paix dans les communautés. L'objectif étant au niveau des communautés de contribuer à véhiculer des messages de paix auprès des autorités administratives, religieuses et traditionnelles et des communautés sans discrimination ;</p> <p>Ces clubs de paix sont des espaces d'échanges et de partage d'expériences sur les questions de paix et de réconciliation nationale, ils ont pour mission de faire adhérer leurs communautés au processus de prévention et de résolution des conflits et à les sensibiliser à la nécessité de l'engagement de la jeune fille et de la femme à ce processus en conformité avec la résolution 1325 de l'ONU et du protocole de Maputo.</p> 	<p>14 clubs de paix sont mise en place pour pérenniser et véhiculer les messages de et la cohésion sociale :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Lamido de Maroua ✓ Jeune filles de l'Université de Maroua ✓ Chefferie de Baham ✓ les peuples autochtones (Pygmées Baka) à Bertoua ✓ Groupe de Femmes animée par l'association des Réfugiées de l'Est ✓ Université de Dschang ✓ Bafoussam à l'HURAC (Humanitarian Response Actions) ✓ Association des Jeunes de Ngaoundéré ✓ Buea : Association des déplacées internes ✓ Buea : Libra Association ✓ Limbé - Chefferie Batoke ✓ Nkongsamba (Association des Déplacés internes ✓ Nkongsamba Chefferie EKANTE ✓ Bangui. PK13
<p>Mission/Partenaire d'appui</p>	<p>Activité</p>	<p>Résultat</p>
<p>IV-4. Réflexion pour l'élaboration d'un mémorandum pour la paix et réconciliation nationales comme outil de plaidoyer pour la mise en place effective des Commissions, Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) en Afrique Centrale</p> <p>BROT, Pain, Pour le Monde</p> <p>Nouveaux Droits de l'Homme, CHRCHA, Un Monde Avenir</p>	<p>Afin de mettre en place un groupe des experts et de travail sur le mémorandum de plaidoyer pour le processus de paix et réconciliation nationale, le REDHAC a organisé en collaboration avec d'autres organisations de la société civile (Nouveaux Droits de l'Homme, Un Monde Avenir, CHRCHA), le 16 décembre 2021 à Yaoundé, la 1^e Consultation de haut niveau sur la paix et la réconciliation nationale regroupant des intervenants-experts en matière de prévention et résolution des conflits, de la paix et surtout de l'expérience qu'ils ont à la la mise en place effective des Commissions Vérité Justice et Réconciliation dans leur pays.</p>	<p>Un groupe de travail a été mis en place pour conduire l'élaboration de ce mémorandum. Elle est composée de</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mme Cyrille Bechon, Directrice de Nouveaux Droits de l'Homme ; - Mme Eva Mayer Etongue, Juriste et Ancienne Secrétaire de la CNDHL ; - Dr. Veraline NCHOTU, Enseignante à l'Université de Bamenda ; - Me Gladys MBUYAH, avocate, présidente de FIDA Cameroun et conseiller du C.A du REDHAC ; - Me Agbor BALLA, Président de CHRCHA ;

	<p>L'objectif principal de cette rencontre était de développer par une approche holistique et inclusive, une synergie d'actions afin d'élaborer un mémorandum comme outil de plaidoyer au processus continu pour la paix et la réconciliation auprès des acteurs étatiques et non étatiques ainsi que les parties prenantes dans les conflits en RCA et au Cameroun avec pour finalité, la mise en place des Commissions Vérité, Justice et Réconciliation.</p> <p>L'activité consistait à ce que les femmes qui ont contribué à la restauration de la paix dans leurs pays viennent partager leur expérience notamment :</p> <p>Mmes Adenike Antonia Cole Coordinator/Sierra Leone Action Network on Small Arms Sierra Leone, Corlette Itojane Executive Director / The Human Rights Institute of South Africa (HURISA) - Afrique du SUD, Ndeye Marie Thiam President /Women's Platform for Peace in Casamance, PFPC Sénégal Me Bruno GBIEGBA : Coordinateur/Réseau des ONGs de Défense de Droits de l'Homme en Centrafrique /Avocat au Barreau de la RCA et 2e Vice-Président du REDHAC République Centrafricaine Les autres experts étaient des personnes et organisations de la société civile qui œuvrent pour la paix ainsi que les autorités religieuses et traditionnelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - M. DO-BELL Jacques, ancien journaliste - Esther OMAM, Coordinatrice Reach Out - M. Louis Marie BOUAKA, Ancien Directeur Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) <p>Sous la supervision du Conseil d'Administration du en l'occurrence Pr. Rémy Ngoy Lumbu (PCA) , le CO-PCA Sénateur Pierre Flambeau NGAYAP(CO-PCA), Me Alice NKOM(CO-PCA) et les autres Membres du CA</p> <p>-Une note conceptuelle a été déjà élaborée. Il reste à mobiliser les fonds pour véritablement commencer le travail.</p>
--	--	--

Défis : manque de volonté politique des acteurs en conflit (Gouvernements, sécessionnistes, groupes armés)
Faiblesse des ressources financières pour mettre le groupe de travail au travail

Recommandations

- Encourager le CA constitué d'éminents responsables au niveau des Nations Unies (Me Alice NKOM) de l'Afrique (Pr. Remy Ngoy Lumbu), et national (Sénateur Pierre Flambeau NGAYAP à continuer le plaidoyer pour qu'il y ait un environnement propice pour la paix durable et la réconciliation nationale dans les pays de l'Afrique Centrale notamment en RCA et au Cameroun) ;

- Solliciter du CA de redoubler d'efforts pour la mobilisation des fonds auprès des partenaires en charge. C'est un processus long qui nécessite des fonds considérables

IV. PLAIDOYER AU NIVEAU NATIONAL, RÉGIONAL ET INTERNATIONAL :

De 2020 à 2021 le REDHAC a eu une Collaboration directe avec les mécanismes au niveau national (Institutions Nationales des Droits de l'Homme de certains pays de l'Afrique Centrale) ; régional (la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), en particulier le Rapporteur Spécial pour la protection des Défenseurs de Droits de l'Homme en Afrique, point focal sur représailles en Afrique) ; international (les Nations Unies en particulier les Rapporteurs Spéciaux sur la situation des Défenseurs des Droits de l'Homme dans le monde, le Rapporteur Spécial sur la liberté d'association et de réunion, les groupes d'étude spécifiques), les représentations diplomatiques et les organisations régionales et internationales de promotion et défense des Droits de l'Homme et de la prévention, résolution des conflits, paix et sécurité humaine. Tout au long de ces années le REDHAC a accentué son plaidoyer afin

D'encourager les Etats de l'Afrique Centrale, membres des Nations Unies et signataires de la Charte à :

- Adopter les lois portant promotion et protection des Défenseur(e)s des Droits Humains pour la reconnaissance du statut du défenseur et autre activiste conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les Défenseurs adoptée par tous les pays en décembre 1998 et la Déclaration de Kigali de 1999 et du Grand Baie de 2003;
- Protéger plus efficacement les Femmes Défenseuses des Droits Humains (FDDH) et les Défenseurs des Droits Humains Vulnérables (DDHV) et les journalistes
- Respecter scrupuleusement les traités, conventions et autres instruments librement signés et ratifiés sur les droits humains, le droit humanitaire et les libertés fondamentales

Quelques actions du plaidoyer

Au niveau National		
Les représentations diplomatiques pays et les délégations de l'Union Européenne	<ul style="list-style-type: none"> • protection légale des Défenseurs des Droits Humains et en particulier les Femmes Défenseuses des Droits Humains et les Défenseurs des Droits Humains Vulnérables • prévention, résolution des conflits, paix et réconciliation en passant par la mise effective de la Commission Vérité justice et Réconciliation au Cameroun, RCA et Tchad 	<ul style="list-style-type: none"> • États Unis, • France, • Haut-Commissariat du Canada • République Fédérale d'Allemagne, • Haut-Commissariat de Grande Bretagne , • Délégation de l'Union Européenne au Cameroun, au Gabon au Tchad • Suisse

	<ul style="list-style-type: none"> • les élections libres et équitables • encourager les Etats de l’Afrique Centrale à respecter les instruments, traités et conventions librement ratifiés 	
<p>Les Ministères de la Justice</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cameroun - Tchad - RCA - Congo 	<p>Cameroun : lettre N° 00168/cs/06//041/SC52— 2/PPE/DDHCI/MJ/SDDH/CEA/SM/ du 28 janvier 2020 du ministère de la justice du Cameroun demandant au REDHAC ses contributions pour la mise en œuvre des recommandations du 3eme Cycle de l’Examen Périodique Universel pour avril 2020.</p> <p>Tchad, RCA, Congo : Sensibilisation sur l’espace civique sous et après COVID-19 et l’importance de la protection légale des Défenseurs</p>	<p>Les contributions du REDHAC pour inputs au rapport de l’Etat du Cameroun sur les thématiques des libertés fondamentales et la promotion et protection des Défenseurs</p> <p>Dialogue engagé avec les membres des coalition pays sur l’ouverture de l’espace civique et la protection légale des Défenseurs</p>
<p>Ministère de la Justice, Direction des Droits de l’Homme et de la Coopération Internationale Cameroun</p>	<p>Demande du rapport par lettre 000542/CD/012/044/SC7/DDHCI/MJ/SDDH/CEA/CC/MHR du Minjustice pour l’évaluation de la mise en Œuvre du plan d’Action National de Promotion et de Protection des Droits de l’Homme (2015-2019)</p>	<p>Rapport envoyé au Ministre de la Justice relatif avec une lettre de transmission N°REDHAC/DE/170320/1023 du 17 mars 2020 mettant à leur disposition (les rapports activités 2014-2018-financiers2010-2018 Soutien aux Défenseurs 2014-2019</p>
<p>Les Institutions Nationales des Droits de l’Homme (INDH)</p>	<p>Plaidoyer pour la promotion et la protection des Droits Humains et la protection légale des Défenseur(e)s</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Congo Brazzaville • République Centrafricaine • Tchad • République Démocratique du Congo • Gabon • Cameroun

AU NIVEAU REGIONAL		
<p>Les sessions Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples(CADHP) Toutes les sessions Participation à toutes les sessions en présentiel et/ou en webinaire 69th Ordinary Session :November 15 to December 05 , 2021 68th Ordinary Session : April 14 to May 04 , 2021 67th Ordinary Session November 13 to December 03 , 2020 66th Ordinary Session July 13 to August 07 , 2020</p> <p>NED</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 4 Rapports Semestriels sur la situation des Droits Humains et des Défenseurs des Droits Humains dans tous les pays que couvre le REDHAC ➤ 4 Déclarations publiques et recommandations sur la situation de nos pays 	<p>Résolutions adoptées lors de la 66^e, 67^e, 68^e et 69^e sessions 2020-2021</p> <p>442 Résolution sur la détérioration de la situation des droits de l'homme au Cameroun pendant la période Covid-19 - CADHP / Rés. 442 (LXVI) 202</p> <p>472 Résolution sur l'interdiction de l'utilisation, de la production, de l'exportation et du commerce des instruments de torture. CADHP/Res.472 (LXVII) 2020</p> <p>468 Résolution sur la sécurité des journalistes et des professionnels des médias en Afrique</p> <p>Résolution Sur Les Prisons Et Les Conditions De Détention En Afrique #466</p> <p>Résolution Sur La Nécessité De Faire Taire Les Armes En Afrique Conformément Aux Droits De L'homme Et Des Peuples #467</p> <p>Résolution Sur Le Renouvellement Du Mandat Du Groupe De Soutien Au Mandat Du Rapporteur Spécial Sur Les Défenseurs Des Droits De L'homme Et Point Focal Sur Les Représailles En Afrique Pour La Promotion Et Le Suivi De La Mise En Œuvre Effective Des Directives Sur La Liberté D'association Et De Réunion En Afrique #471</p> <p>504 Résolution sur le mandat et la nomination de la Rapporteur spéciale sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique - CADHP/Res. 504 (LXIX)2021</p> <p>Résolution Sur La Reconstitution Du Groupe De Travail Sur La Peine De Mort, Les Exécutions Extrajudiciaires,</p>

		<p>Sommaires Ou Arbitraires Et Les Disparitions Forcées En Afrique - CADHP/Res. 500 (LXIX)2021 #500</p> <p>Résolution Sur Le Reconstitution Du Groupe De Travail Sur Les Communications - CADHP/Res. 501 (LXIX)2021 #501</p> <p>Résolution Portant Nomination De La Rapporteuse Spéciale Sur Les Droits Des Femmes En Afrique -CADHP/Res. 505 (LXIX)2021 #505</p> <p>Résolution Sur L'Elaboration De Règles Portant Création Et Fonctionnement Du Mécanisme D'Alerte Et De Rapport À La CADHP Relatif Aux Situations De Torture Et Actes Connexes(SOP) - CADHP/Res. 507 (LXIX)2021 #507</p> <p>Résolution Sur L'élaboration D'un Manuel De Formation Sur Le Recours À La Force Par Les Agents Du Maintien De L'ordre Public Et Les Gardes Pénitentiaires/Correctionnels En Afrique - CADHP/Res. 508 (LXIX)2021 #508</p> <p>511 Résolution sur la situation de violation continue des droits de l'homme en République du Cameroun - CADHP/Res. 511 (LXIX)2021</p>
Réseau des Institutions Nationales Africaines des Droits de l'Homme (NANHRI) dont le siège est à ...	Mise en œuvre des recommandations de Marachech 2018 sur la protection des Défenseurs et l'indépendant réelle de la CADHP	Réunions sur Webinaire et plusieurs campagnes de plaidoyer conjointement lors des sessions de la CADHP pour l'adoption de ces recommandations de Marachech

DEFIS :

- Difficultés à faire adopter les lois portant promotion et protection des Défenseurs des Droits Humains par les États ;
- Lenteur administrative des gouvernements dans la mise en œuvre des recommandations et résolutions de la CADHP et Nations Unies relatives aux Droits Humains, Libertés fondamentales et promotion et protection des Défenseurs des Droits Humains.

RECOMMANDATIONS

- Accentuer le plaidoyer pour encourager les Etats de l'Afrique Centrale à la protection légale des Défenseurs des Droits Humains
- Continuer à développer les mécanismes de collaboration avec les autorités au niveau local, national et international

VI-MISE EN ŒUVRE DES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU REDHAC DE 2019

VI-1. Mise en Place des Coalition Pays par Pays

VI-2. Construction du Centre Documentation et de Recherche sur les Droits Humains et les Défenseurs des Droits Humains, un mécanisme d'Alerte Précoce pour la prévention, résolution des conflits, paix et réconciliation nationale,

Lors de l'AG de REDHAC tenue le 18 Novembre 2019, le REDHAC a modifié l'article 23 -Chapitre 4 de son statut portant Conseil consultatif qui est composé des point focaux pour les Coalitions

Missions/	ACTIVITES	RESULTATS
<p>VI-1. Mise en Place des Coalitions Pays Dans 7 des 8 pays que couvre le REDHAC (Modifacation de l'artice 23 chapitre4 des statuts) Art23-Chap4 ancien : « <i>le conseil consultatif est composé des points focaux qui servent de relai à l'action du Secrétariat Permanent dans chaque pays membre. Les membres du Conseil consultatif sont élus par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration</i> ». Art23-Chap4 nouveau : « <i>Le Conseil Consultatif est constitué des Coalitions qui servent de relai à l'action du Secrétariat permanent dans chaque pays membre</i> » Al.1 nouveau « <i>Les membres du Conseil consultatif sont élus par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration</i> » Al2 nouveau : « <i>les coalitions sont animées par 3 membres au niveau pays ...</i> »</p> <p>NED</p>	<p>La mise en place des coalitions au lieu des point focaux a pour objectif de renforcer l'ancrage organisationnel du REDHAC en mettant en place la coalition pays (jeunes, femmes, etc..), véritable relais pour l'opérationnalisation des actions de promotion, protection et plaidoyer pour le respect des libertés fondamentales, des Etats de droits, des institutions démocratiques et de la protection et la sécurité des DDH, journalistes</p> 	<p>3 coalitions ont été mise en place à savoir :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. RCA : Décembre 2020 2. CONGO : Novembre 2020 3. TCHAD : Septembre 2021 
Missions/partenaires d'appui	Activités	Résultats

<p>VI-2 Construction du Centre Documentation et de Recherche sur les Droits Humains et les Défenseurs des Droits Humains, un mécanisme d'Alerte Précoce pour la prévention, résolution des conflits, paix et réconciliation nationale conformément à l'adoption au plan d'action du REDHAC lors de sa 3^e Assemblée Générale Ordinaire tenue le 19 Novembre 2019,.</p>	<p>Contact avec WANEP(Mali) et voyage de la Directrice Exécutive pour une visite des bureaux d'alerte précoce.</p> <p>Sous la conduite du PCA, Pr. Rémy NGOY LUMBU et de la supervision des CO-PCA Sénateur P. Flambeau NGAYAP/Me Alice NKOM, 10 volontaires donc 3 de la Diaspora, 4 du Cameroun, 1 de la République Centrafricaine, 1 de la RDC et 1 du Gabon ont tenu 3 réunions et récemment 2 équipes ont été mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 pour le Dossier Marketing ➤ 1 pour l'étude de Faisabilité 	<ul style="list-style-type: none"> - Draft du Dossier Marketing élaboré, - Étude de faisabilité élaborée et prêt a être exploiter 
---	--	---

DEFIS

1. Rentre fonctionnel et autonome les coalitions pays
2. La faiblesse de l'engagement des coalitions pour remplir leurs fonctions

RECOMMNDATIONS

1. Obtenir des financements pouvant permettre aux coalitions d'agir de façon indépendante bien que rattaché au secrétariat
2. Trouver des partenaires de développement pour accompagner l'idée de la construction du centre

V. PARTICIPATION AUX ACTIVITES INTERNES ET EXTERNES 2020-2021

MISSIONS	ACTIVITES	DATE	LIEU
USIP (United States Institute for Peace)	Cartographie des systèmes de conflits	15 novembre 2021	Yaounde
Banque Mondiale	Visite de M. Diagana Ousmane, Vice-Président de la Banque Mondiale pour la Région de l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest- Echanges avec les organisations de la société civile camerounaise pour les sujets d'actualités (gouvernance et diversification économique, capital humain, prévention des conflits, impacts socio-économiques du COVID-19 et la réponse gouvernementale ainsi que l'accès à l'électricité...	14 septembre 2021	Yaounde
REDHAC	Les réunions du Conseil d'Administration avec le Secrétariat Permanent, le conseil juridique et les Coalitions mises en place	05 novembre 2021 05 mars 2021 16 juillet 2021	Virtuel
Ashwanee Budoo Consultant, RFK Robert F. Kennedy Human Rights (RFKHR)	Espace civique au Cameroun et la situation des Défenseurs des Droits Humains	29 June 2021	Virtuel
US EMBASSY	Discuter de la situation des Droits Humains au Cameroun	Mercredi 30 juin 2021	Siège du REDHAC
Professor Kiven James Kewir, Research Leader, Central African Hub, African Leadership Centre, Nairobi, Kenya.	Workshop on "From the Bottom-up: The Contribution of Civil Society Organisations to Peace Efforts in the Anglophone Crisis," Intervention du REDHAC sur « Le rôle des OSC dans la promotion et la défense des droits de l'homme »	7 July 2021	Douala
Swiss peace Réunion avec M. Philipp Lustenberger	Proposition du REDHAC sur la Médiation, la prévention et la résolution de conflit : Paix et Réconciliation	18 Mai 2021	Virtuel

The Centre for Humanitarian Dialogue (HD)	Création de liens avec et entre les différents groupes indépendantistes en vue des négociations, et dans ce cadre, soutenir la participation des femmes.	16 mai-31 Mai 2021	Virtuel
Universal Rights	Comprendre et identifier les bonnes pratiques à l'appui des défenseurs des droits humains de l'environnement (EHRD) et de leurs communautés locales en Afrique.»	25 Mai 2021	Virtuel
ISHR (International Service for Human Rights) Genève	UN Action on Reprisals: Towards Greater Impact - Virtual launch of ISHR's new quantitative analysis,	6 mai 2021	Virtuel
ARTICLE 19 Eastern Africa	pre-Stockholm Internet Forum 'Civil Society – Government Dialogue on the state of human rights on the internet in Sub-Saharan Africa'	6 May 2021	Virtuel
Suiss Peace	Documenting & Archiving from a Dealing with the Past Perspective	May 10, 2021	virtuel
OMCT (Organisation Mondiale Contre la Torture)	Intervention REDHAC sur le Panel de haut niveau afin de "lutter contre la censure des défenseurs des droits humains à travers la détention".	26/27/28 May and 9/10/11 June 2021,	Virtuel
Haut Commissariat de la grande Bretagne	Exchange with Mr. James Duddridge MP, Minister for Africa at the Foreign, Commonwealth and Development Office on Wednesday 24 th March 2021 at 08:30 a.m.	Lundi 22/03/2021	British Residence Yaoundé
Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique Centrale et Chef du Bureau Régionale des Nations Unies pour cette région (UNOCA) : S.E François Louncény Fall	Evaluation de l'évolution de la situation dans les zones affectées par Boko Haram y compris les conséquences de la crise sur les populations et les réponses nationales et régionales pour répondre à la crise	19 mars 2021	virtuel
Facebook (Plate forme)	Utilisation des plateformes digitales pour le bien social	<u>mardi 23 mars 2021</u>	Virtuel
IWOC (International Women For Courage)	Réunion avec J bureau au bureau EBO à Douala. Topic : Senior Official Peterson Meeting with Cameroonian IWOC Winner, Maximillienne C. Ngo MBE	Mercredi 24 Mars 2021	Bureau de l'EBO.

EUTRP ((European Union temporary Relocation Platform)	Animation sessions sociales / EUTRP Host entities	Mercredi 24 Mars 2021	Virtuel
IWOC (International Women For Courage)	Panafrican vision interview	Mercredi 24 Mars 2021	Siège du REDHAC
ONU Femmes, co-présidé par la France et le Mexique	Forum Génération Egalité	Le 25 mars 2021	Virtuel
ACDHRS	Forum des ONGs	Le 25 mars 2021	Virtuel
Forum des ONGs animé par African Centre for Democracy and Human Rights Studies (Gambie)	Impact du Covid19 sur les elections en Afrique	Mardi 30 Mars 2021	Virtuel
Human Dignity	formation en ligne sur les Droits Economiques Sociaux et Culturels (DESC) à l'attention des représentant(e)s d'OSC et des médias d'Afrique subsaharienne francophone.	29 au 31 mars	Virtuel
IWOC (International Women for Courage) Département d'Etat Americain	Public panel hosted by the Georgetown Institute for Women, Peace and Security (GIWPS). The panel will be on and will be from	12-13 Avril 2021	Virtuel
Protect Defenders EU (European Union temporary Relocation Platform)	training "Cultivating (& Protecting) Online Communities"	du 12 avril au 5 mai 2021	Virtuel
International Forum for Democratic Studies National Endowment for Democracy	<i>virtual discussion entitled</i> "Adapting and Innovating in the Age of COVID-19: Virtual Fellowships and Democrats at Risk"	03/12/2020	Virtuel
REDHAC	Faire taire les armes, protéger les défenseurs des Droits Humains pour une paix et le développement durables en Afrique Centrale	03/12/2020	Siège du REDHAC
West Africa Network for Peacebuilding (WANEP)	Visite de travail pour améliorer la compréhension et l'application transrégionales des procédures opérationnelles standard en matière d'alerte précoce et d'intervention sensible au genre en Afrique centrale et de l'ouest.	09/12/2020	Bamako-Mali
UNOCA/CEEAC	- Lancement des activités du Secrétariat Régional de la Coalition des Organisations de la Société Civile Pour la Paix et la Prévention des Conflits en Afrique	09/12/2020	Libreville-Gabon

	Centrale(COPAC), et réception des équipements/matériels informatiques. - Participation aux travaux du sommet des chefs d'État et des ministres de la CEEAC soutenu par l'UNOCA et l'appui technique de la CEEAC,		
UN MONDE AVENIR	Participation au panel sur « Etat des lieux de la promotion et de la Défense des Droits Civils et politiques en particulier les libertés d'association et de manifestation au Cameroun	december 9, 2020	Virtuel
International Forum for Democracy Studies (National Endowment for Democracy (NED)	Adapting and Innovating in the age of COVID-19: Felloships and Democrats at Risk	09 december 2020	Virtuel
DEFY Hate Now avec la présence effective du Haut Commissariat du Canada, S.E Richard Bale	Faire taire des armes, Propos haineux en ligne et repli identitaire : quelles solutions, protéger les défenseurs des Droits Humains pour une paix et le développement durable en Afrique Centrale	10 décembre 2020	Siège du REDHAC
WANEP (West Africa Network for Peacebuilding)	Visite de travail de la Directrice Exécutive pour améliorer la compréhension et l'application transrégionales des procédures opérationnelles standard en matière d'alerte précoce et d'intervention sensible au genre en Afrique Centrale et de l'Ouest	02-05 Décembre 2020	
UNOCA/CEEAC	Lancement des activités du secrétariat Régional de la Coalition des Organisations de la Société Civile pour la Paix et la Prévention des Conflits en Afrique Centrale (COPAC) et participation aux travaux du sommet des Chefs de l'Etat et des ministres de la CEEAC	du 23 au 27 Novembre 2020	
REDHAC	Célébration de la journée internationale des Femmes Défenseuses des Droits Humains (FDDH) : Exposition des photos les Femmes Défenseuses des Droits Humains (FDDH) qui ont marqué l'année	29 novembre 2020	SIÈGE DU REDHAC

NOS PUBLICATIONS 2014-2021

- 1) 2014 : LIVRE DU REDHAC sur : « *LES DROITS HUMAINS ET LES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE : situation des Défenseurs et Perspectives Démocratiques pour le XXIe Siècle* » ;
- 2) 2015 : Brochure du REDHAC sur : « les CRIMES GRAVES ET VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS EN AFRIQUE CENTRALE » ;
- 3) 2017 : Projet de loi portant : « protection des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale » ;
- 4) 2017 : Les Lois de la Liberté : Un Guide pour la sauvegarde des libertés fondamentales au Cameroun.
- 5) 2017 : Consolidation du rôle des Défenseur(e)s des Droits Humains et des Activistes dans l'appropriation des systèmes africains et onusiens des droits humains et de la démocratie en Afrique Centrale, Avancées, défis et perspectives ;
- 6) 2017 : Crises Sociales grandissantes en Afrique Centrale : Les Libertés Fondamentales ; INDEX sur les Défenseur(e)s des Droits Humains en Afrique Centrale
- 7) 2018 : Rapport sur l'élection présidentielle du 7 Octobre 2018 au Cameroun - Documentation des Cas de Violation des Droits Humains avant, pendant et après l'élection et recommandations ;
- 8) 2018 : Rapport sur la situation des droits humains et la situation des défenseur(es) en Afrique Centrale intitulé : « Droits Humains à Reculons (2014-2018). 2019-2022 en cours d'élaboration ;
- 9) 2019- Manuel sur la protection et la sécurité des Défenseur(e)s des Droits Humains « NOUS PROTÉGER ? C'EST SECURISER NOS DROITS ! »
- 10) 2019 : Manuel de Sécurité sur Internet et Protection Physique : Mesures Pratiques pour les Défenseur(e)s des Droits Humains, journalistes et activistes en Afrique Centrale ;
- 11) 2021-Manuel spécifique pour les Jeunes Filles et femmes Défenseurs des Droits Humains intitulé : *Manuel de Protection physique, sécurité des données et en ligne spécifiques aux filles et femmes Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale* ;
- 12) 2020- *Rapport sur l'observation du processus électoral en République Centrafricain et documentation des Cas de violations des Droits Humains, avant, pendant et après les élections et suivi des recommandations pour les élections, crédibles, libres et transparents ainsi que le respect des droits humains*

13) 2021- Rapport sur l'observation du processus électoral en République du Congo et documentation des Cas de violations des Droits Humains, avant, pendant et après les élections et suivi des recommandations pour les élections, crédibles, libres et transparents ainsi que le respect des droits humains

APPARTENANCE :

- Membre du Comité de Pilotage du Forum des ONGs basé en Gambie conduit par le Centre Africain pour la Démocratie et les Etudes sur les Droits Humains (CADEDH) qui regroupe plus de 500 organisations de la société civile africaine, internationale, les Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH), les états membres de l'Union Africaine (UA), les représentants des Nations Unies. Le forum se tient chaque semestre en prélude de la session de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) avec pour objectif de pousser l'agenda de promotion et de protection des Droits de l'Homme de la Commission.
- Membre fondateur et Membre du Conseil d'Administration du Réseau Panafricain des Défenseurs des Droits Humains basé en Ouganda composés de 5 Réseaux de l'Afrique (Ouest, Nord, Est et Corne Afrique, Sud, Centre) ;
- Membre de la Coalition pour une Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples Efficace avec siège en Tanzanie;
- Membre du Groupe de Travail de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) sur la situation des Femmes Défenseuses des Droits de l'Homme (FDDH);
- Membre du Groupe d'Etude de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples(CADHP) sur la Liberté d'Association et de Réunion en Afrique ;
- Membre de la Plate Forme de Relocalisation Temporaire des Défenseurs en danger mis en place par la Commission de l'Union Européenne appelée **Protect Defenders EU avec siège à Bruxelles ;**
- Membre du “ **World Movement for Democracy**” avec siège à Washington;
- Membre du Comité Directeur de “**African Democracy Forum**” avec siège au Rwanda;
- Membre du Groupe Canadien pour la paix au Cameroun « Canadian for Peace » , DRACENA avec siège au Canada
- Membre pionnier de la lutte contre toute discrimination basée sur l'orientation sexuelle au Cameroun et en Afrique Centrale.

- Membre du Comité de Pilotage de la Coalition des Organisations de la Société Civile pour la Paix et la Prévention des Conflits en Afrique Centrale (COPAC) avec siège au Gabon

LES RECONNAISSANCES DE 2020-2021

08/Mars/2021 :

U.S. Department of STATE- SECRETARY OF STATE’S – INTERNATIONAL WOMEN OF COURAGE AWARD 2021

“For her courageous leadership promoting human rights in Central Africa, and her advocacy for a peaceful solution to the Anglophone crisis in Cameroon, despite great personal risk and sacrifice”. Signé par Antony J. BLINKEN, Secretary of State

04/11/2021 :

PANAFES (PAN AFRICAN CULTURAL FESTIVAL): EXCELLENCE AWARD:

*“ Most Innovable and Results Making Human Rights Defender. Maximilienne Ngo MBE, et
“REDHAC” Most Results Making Human Rights Defenders*

05/03/2022 :

237 FEMINA AWARDS 2021- ACTE 1 237 : Dans la catégorie : *« PRIX DE DETERMINATION Pour son travail acharné dans la lutte pour la protection des Droits des Femmes et de la jeune fille en 2021 »*

Fait à Douala, le 05 janvier 2022

QUELQUES PHOTOS

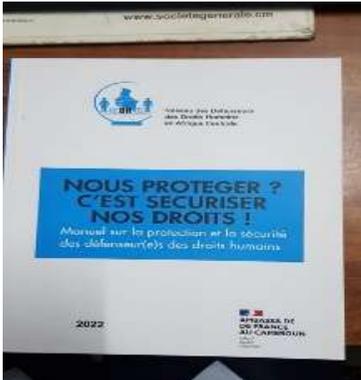
MANUAL SUR LA PROTECTION PHYSIQUE, LA SECURITE DES DONNEES ET ENLIGNE DES DEFENSEUR



PROTECTING YOUNG GIRLS AND WOMEN HUMAN RIGHTS DEFENDERS is guaranteeing sustainable peace in Centrale Africa :2021



PROTÉGER LES JEUNES FILLES ET LES FEMMES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS c'est garantir une paix durable en Afrique centrale :2021



NOUS PROTEGER C'est sécuriser nos Droits ! 2022



PROTECTING YOUNG GIRLS AND WOMEN HUMAN RIGHTS DEFENDERS is guaranteeing sustainable peace in Centrale Africa :2022

LA MISE EN PLACE DES COALITIONS



RCA : 27 AU 30
/12/2021



Tchad : 22 au 23
/09/2021



Congo Brazza: 14
/11/2021

FORMATION EN REPORTING ET DOCUMENTATION



Tchad : 23/09/2021



RCA 28 /12/2021



Congo Brazza: 14
/11/2021

LES DIALOGUES INTER COMMUNAUTAIRES



Douala : Aout 2019



BAHAM 26 Novembre 2021



Bertoua :17 au 18 Aout 2021



1 au 2 Septembre 2021



22 au 24 Avril 2021
Nkongsamba



15 Septembre Ngaoundere 2021



MISE EN PLACE DES CLUBS DE PAIX



Limbé 02 Septembre 2021



BAHAM 26 Novembre 2021



Bangui, 28 Avril 2021



Maroua 10 juin 2021



Nkongsamba 24 Avril 2021

ACTIVITE DE CLUB DE PAIX



Causerie éducatif a Dchang



Fabrication des colliers a Maroua

FORMATION PHYSIQUE ET NUMERIQUE



BAHAM 25 Novembre 2021



16 Septembre Ngaoundere
2021



Nkongsamba 25 Avril 2021

FORMATION EN MÉDIATION

27 janvier 2020 au siège du REDHAC

Formatrice : Mme Gladys MUMA BIH



Une Vue de la Salle



Photo de Famille

